

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 5

Artikel: La situation politique
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383906>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

25^{me} année

Mai 1933

N° 5

La situation politique.

Les événements politiques de ces dernières semaines ont une portée si grande pour le développement social et en particulier pour le mouvement ouvrier, que nous jugeons utile de consacrer quelques lignes dans notre *Revue* aux nouveaux problèmes qui viennent de surgir. Il est vrai que la presse quotidienne sert la discussion dans une large mesure, mais malheureusement pas toujours avec toute l'exactitude et l'objectivité désirables. Nombreux sont ceux qui, dans les événements d'Allemagne, voient tout simplement la confirmation de ce qu'ils ont cru et dit depuis longtemps. De ce fait, leur opinion est toute faite. C'est pourquoi, il est naturellement impossible de tirer les conclusions et les enseignements pour son propre mouvement. Nous pourrions le faire si nous tâchons de représenter un tableau objectif, sans prévention aucune.

Le bouleversement en Allemagne a une importance dont nous n'avons pas encore saisi toute la portée. Il y a eu révolution — car malgré toutes les tentatives faites pour se targuer de principes légaux, nul doute qu'actuellement l'Allemagne est régie par une *dictature à base illégale*. Les droits démocratiques, en particulier celui de la libre opinion, sont abolis. La honte du nouveau régime allemand, qui sera une tache ineffaçable dans l'histoire universelle, réside dans le fait que les mesures de terreur de tout genre appliquées pour l'abolition de l'existence matérielle jusqu'à la torture et à l'assassinat politique, ne sont pas dûs au simple hasard des suites d'un mouvement populaire impulsif qui se serait élevé contre des actes de terrorisme, mais il s'agit au contraire d'agissements sciemment préparés et appliqués avec l'approbation des hommes qui sont à la tête du mouvement. Cette révolution du national-socialisme change complètement *la forme* de l'Etat. Reste à savoir si cette transformation atteindra également la structure même de l'Etat. Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que les nationaux-socialistes réaliseront leur programme anti-capitaliste. Il semble que quelques mesures seront prises pour la protection des classes moyennes (arts et métiers, paysans, etc.) de plus, la politique capi-

taliste bourgeoise suivra son cours comme par le passé. Abstraction faite de la vague nationale-antisémite, les nationaux socialistes se sont donné pour tâche primordiale *l'anéantissement complet du mouvement ouvrier*. Selon les expériences faites jusqu'à maintenant, cet anéantissement est inévitable. Le mouvement ouvrier, qui n'est pas seulement l'un des plus anciens du monde, mais qui, au point de vue numérique et en ce qui concerne la culture spirituelle et les conquêtes faites dans le domaine de la politique sociale figure au premier rang, a disparu ou en tout cas est rendu inoffensif pour longtemps.

Nous aurons encore à examiner dans quelle mesure s'explique l'ascension d'Hitler dans les questions d'ordre économique et social et dans quelle mesure la tactique des organisations ouvrières allemandes a contribué à cette ascension. Constatons tout d'abord que le mouvement ouvrier allemand est muselé à un tel point par la suppression de la presse et de toute liberté d'opinion et par la terreur, qu'il a cessé d'exister pour l'Internationale. Il est cependant indispensable que nous disions quelques mots sur notre attitude à l'égard du mouvement ouvrier allemand. Nous déplorons vivement que certains camarades se croient autorisés de juger maintenant leurs collègues allemands. Ils n'ont aucune raison de le faire, nul ne peut garantir qu'il aurait agi autrement dans des circonstances analogues ou qu'il aurait pu agir différemment. L'attitude de nos collègues allemands nous paraît d'autant plus incompréhensible, que les raisons intimes, qui les ont fait agir ainsi, nous sont inconnues. On ne saurait douter de la bonne volonté et du désir qu'ont eus les chefs et les fonctionnaires du mouvement ouvrier allemand de représenter le mieux possible les intérêts de la classe ouvrière. Nous sommes persuadés qu'à l'heure actuelle nos camarades et nos amis d'Allemagne font encore tout ce qui est en leur pouvoir pour mener la lutte, même au prix de leurs moyens d'existence, de leur vie. Ils ne méritent certainement pas d'être blâmés par des gens qui peuvent travailler et lutter dans des conditions tout à fait différentes. Le fait de condamner ces attaques injustes, ne nous empêche pas de demander — si douloureux que ce soit — que l'action du mouvement ouvrier allemand soit complètement séparée de celle des autres pays, dans l'intérêt même des camarades allemands, comme dans celui du mouvement ouvrier international, qui librement peut lutter contre le fascisme. A ce moment-là, nous ne saurions rendre les organisations ouvrières allemandes, responsables de ce qui s'est produit à l'étranger (ce qui se produirait également sans elles) et ainsi, les Internationales ouvrières reprennent leur entière liberté d'action dont elles ont besoin. En fait, cette scission s'est déjà produite.

Si nous voulons étudier et chercher le pourquoi des événements d'Allemagne, il convient tout d'abord de se demander: Que pouvons-nous et que devons-nous faire pour éviter un développement semblable chez nous? C'est dans ce sens qu'a été rédigé

l'article qui suit. Il est limité à l'exposé des faits qui se sont produits de l'autre côté du Rhin. Les instances compétentes de l'Union syndicale suisse jugeront les problèmes au point de vue suisse et prendront les mesures nécessaires.

Les organisations ouvrières et „l'Etat national“ en Allemagne.*

I.

La formation du nouvel « Etat national », à la réalisation duquel M. Hitler et ses amis s'évertuent, est loin d'être au point. Les discours et les écrits de ceux qui détiennent le pouvoir, ne laissent rien percer de leur réelles intentions: premièrement, parce que très souvent les mots servent à dissimuler les faits; deuxièmement, parce que dans la nouvelle Allemagne les mots ont perdu le sens qu'ils avaient auparavant et que désormais ils signifient tout autre chose que ce qu'ils voulaient dire autrefois. Un « coup d'Etat » préparé depuis longtemps dans tous les détails et avec méthode s'appelle actuellement dans la nouvelle Allemagne « révolution nationale »; la violence, les attaques, les assassinats perpétrés par des bandes en uniformes, bien dressées, armées jusqu'aux dents et payées, tout cela est sensé aujourd'hui « relever le peuple »; un système que plus de la moitié du peuple considère comme étant hors la loi et qui a mis le pays en état de guerre civile, s'appelle « national »; la ruée des pires ambitieux vers un poste est considérée comme le « rétablissement du fonctionnarisme professionnel », la campagne de diffamations les plus noires contre les républicains comme « mesures d'assainissement de l'administration », etc.

Comment, devant un tel flot de mensonges, croire les paroles et les écrits du chef du nouvel Etat et comment pouvoir sur cette base juger du sens réel de la transformation qui s'opère en Allemagne?

L'Allemagne, trouvera-t-elle des formes nouvelles et meilleures pour sa vie d'Etat? Ou retombera-t-elle dans la barbarie du moyen âge? Ou encore, sortira-t-il du chaos actuel une forme d'Etat qui sera un mélange de l'un et de l'autre et qui réunira certaines idées importées pour la plupart de Russie (directement ou via Rome) aux débris du sombre passé et de « l'esprit de Potsdam »? Qui peut répondre à l'heure actuelle? Qui sait combien de temps se maintiendront au pouvoir, les forces qui règnent pour le moment sur l'Empire allemand?

* Cet article a été écrit avant le premier mai (réd.).